

LA SESSION DE L'APW A FAILLI TOURNER AU PUGILAT À BÉJAÏA

Nouveau clash entre les élus du RCD et le P/APW du FFS

La session extraordinaire de l'Assemblée populaire de Béjaïa consacrée à la présentation et l'adoption des cré-dits inscrits au BP : 2016 par les commissions finances, aménagement, éducation et la santé ainsi que l'examen du secteur du transport a failli tourner hier au pugilat.

De très vifs échanges ont eu lieu entre des élus du RCD de l'opposition et le président de l'APW du FFS à l'ouverture des travaux de la session dans la matinée de dimanche. Pour cause, le refus du président de l'APW, sèche-ment opposé à la demande du chef du groupe du RCD d'inscrire un autre point à l'ordre du jour de la session pour débattre du cas de l'un des élus de sa formation, Rachid Saou, «agressé» récemment par un élu du RND et vice-président de cette même assemblée qui assurait l'intérim du président d'APW en congé lors des travaux de la commission des finances.

Les élus du RCD ont vainement demandé la parole mais le P/APW qui dispose d'une majorité confortable de plus de 28 élus grâce à la coalition avec ceux du RND et du FLN a campé sur ses postions de maintenir le seul ordre du jour présenté pour la session.

«Rachid Saou, un élu du RCD, a été agressé par le président de l'APW par intérim, Hocine Kerrouche. Il a demandé la parole pour faire lecture d'une déclaration difficilement, alors que le code de wilaya stipule dans ce genre de situation la convocation d'une session extraordinaire pour débattre du problème et prendre les décisions qui s'imposent. Le P/APW ne l'a pas fait. C'est un parti pris. Il a choisi de se soli-

dariser avec un élu de sa coalition», dénonce Benyoub Djamel élu APW et cadre du RCD lors d'un point de presse improvisé en marge de la session de l'APW. «Pire encore, même les documents relatifs à la session ne nous ont été transmis que ce matin à l'ouverture des travaux alors que ces rapports devaient être adressés avant pour permettre aux élus d'en prendre connaissance et débattre le jour de la plénière. On constate malheureusement qu'on refuse le rajout d'un autre point à l'ordre du jour conformément au code de wilaya. Plus grave encore, le P/APW nous refuse même de nous exprimer sur les questions de la ses-

sion», explose le même élu du RCD.

Abondant dans le même sens que son camarade, Deboub Mouloud, le chef du groupe du RCD à l'APW n'hésite pas à pointer du doigt le wali ouvertement accusé «de complicité» avec le P/APW, dans ce qu'il qualifie «de dérives». «Une dictature du P/APW qui se croit dans une caserne militaire. Il y a un code de wilaya qui gère le fonctionnement de l'APW. J'ai le droit de demander l'ajout d'un point à l'ordre du jour de la session et il appartient à la plénière de se prononcer sur son approbation à la majorité. Ce n'est pas le cas malheureusement dans cette assemblée. Le wali en tant que représentant de la wilaya doit prendre la parole quand il est interpellé par un élu. C'est la troisième réunion où le wali refuse d'intervenir. Cela s'appelle de la complicité. Il est complice avec le P/APW en cautionnant ses dérives», a déclaré à la presse Deboub Mouloud.

Très remonté, le même chef du groupe à l'APW du RCD a dénoncé le refus du P/APW du FFS d'inscrire un autre point à l'ordre du jour et débattre du cas de l'agression de son camarade élu Rachid Saou. «Même si notre élu a déposé plainte auprès du commissariat et de la justice, le Code de wilaya est clair. Le P/APW convoque une session extraordinaire pour débattre du cas disciplinaire à huit clos et prendre les mesures appropriées. Ce n'est pas le cas. Le P/APW choisit le coup de force profitant d'une majorité. Il nous refuse même de nous exprimer. Ils font passer tout ce qu'ils veulent. Il faut mettre un terme à cela. Il veut nous pousser vers la violence. La violence va s'installer apparemment jusqu'à la fin du mandat. C'est ce qu'il cherche et bien il l'aura», met en garde l'élu du RCD très remonté.

S'agissant du deuxième point à l'ordre du jour de la session de l'APW à savoir l'examen du secteur des trans-

ports dans la wilaya, l'on apprendra que les deux projets concernant la réalisation d'un téléphérique vers Gouraya et le projet de tramway «sont gelés».

L'unique nouveauté dans ce secteur des transports par rapport aux précédentes années concerne la saison estivale à travers un dispositif à mettre en place et les actions à entreprendre pour une meilleure prise en charge des estivants.

Le nouveau dispositif se résume en la mise en place de moyens de transport nécessaires pour desservir les différentes plages et sites touristiques de la wilaya durant les week-ends et jours fériés à partir des communes de l'intérieur de la wilaya avec près de 2 467 véhicules.

Des microbus de 12 à 15 places sont aussi prévus pour assurer la desserte de la plage des Aiguades entre autres.

A. Kersani

ÉNIÈME RASSEMBLEMENT DEVANT LE SIÈGE DE LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE BÉJAÏA

Le Snapap exige la réintégration des 159 ouvriers professionnels contractuels licenciés

La fédération du secteur de l'éducation du Syndicat national des personnels des administrations publiques est revenue hier à la charge à travers un énième rassemblement de protestation devant le siège de la Direction de l'éducation pour dénoncer le licenciement des 159 ouvriers professionnels contractuels dont le contrat est arrivé à terme.

Les protestataires qui ont reçu le soutien du bureau de la ligue de défense des droits de l'homme de Béjaïa et du MDS ne comptent pas baisser les

bras jusqu'à la satisfaction de leur revendication à savoir la réintégration dans leur poste de travail comme c'est le cas à travers plusieurs wilayas à

l'image notamment de Boumerdès, Bordj-Bou-Arréridj, a signalé Nabil Ferguenis, président de ladite fédération affiliée au Snapap.

Les syndicalistes du Snapap ont ouvertement menacé de durcir leur action pour faire cesser, ce qu'ils ont qualifié de «hogra» à l'encontre de dizaines d'ouvriers professionnels contractuels «mis en chômage».

Dans une déclaration à la presse, le syndicaliste du Snapap, Nabil Ferguenis, a déploré «la volte-face» du

premier responsable du secteur de l'éducation à Béjaïa qui a décidé de mettre fin aux contrats alors qu'il avait promis, auparavant, d'intégrer ces contractuels, dont la relation de travail avec l'éducation devait se faire il y a une année de cela, sous forme de relation indéterminée mais les services de la Fonction publique avaient fait annuler la procédure pour qu'elle soit remplacée par des contrats à durée déterminée, a-t-il expliqué.

A. K.

SIDI-BEL-ABBÈS

Une École nationale supérieure en agriculture à la rentrée universitaire

Une nouvelle Ecole nationale supérieure d'agriculture (Ensa) ouvrira en principe à la rentrée universitaire 2016-2017 à Sidi-Bel-Abbès suite aux instructions du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Cette école qui sera le rappel, mais cette fois-ci à l'échelle nationale, de l'ancienne Ecole régionale d'agriculture (ERA) qui a formé des milliers d'ingé-

nieurs et techniciens venus de tous les coins de l'Algérie avant d'assister à sa cession à l'enseignement supérieur. Cette dernière avait à l'époque le régi-

me d'un enseignement de collège agricole avec au bout du cursus un diplôme équivalent au baccalauréat agricole, ce qui lui a valu le mérite d'être renommée au-delà des frontières du pays. En 1973, elle devient un Institut de technologie de production et de santé animale.

Pour son historique, l'école a ouvert ses portes en novembre 1930 aux

enfants des colons pour une formation basique en agriculture et en élevage avant de basculer au statut d'Ecole régionale d'agriculture en 1947.

Avec ce projet d'Ecole nationale, Sidi-Bel-Abbès réendosse à juste titre sa vocation réelle agricole et pastorale au grand bonheur des personnes qui désirent se former dans le domaine.

A. M.

DÉPÔT LÉGAL OBLIGATOIRE DES COMPTES SOCIAUX

Le rappel du CNRC Naâma

A l'effet de rappeler aux responsables et gérants des sociétés et entreprises à caractère commercial, que le dépôt légal des comptes sociaux est désormais obligatoire, les services du Centre national du registre de commerce (CNRC) de la wilaya de Naâma ont organisé trois journées consécutives portes ouvertes au niveau des trois grands centres urbains de la wilaya (Mécheria, Aïn-Sefra et Naâma).

Au sens du code de commerce, le dépôt des comptes sociaux au CNRC entre dans le cadre des publicités légales obligatoires, et ce, conformément à l'article 717 alinéa 3 «Les comptes sociaux visés à l'alinéa premier font l'objet, dans le mois qui suit leur adoption par l'assemblée générale, d'un dépôt au Centre national du registre de commerce. Ledit dépôt vaut publicité».

Le dépôt doit se faire chaque année, conformément à l'article 676 du code de commerce qui dispose que : «L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, sous réserve de prolongation de ce délai, à la demande du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, par ordonnance de la juridiction compé-

tente statuant sur requête.» Dans le même contexte, cette obligation intervient également, conformément à l'article 12 de la loi 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, le dépôt légal obligatoire pour les personnes morales a pour objet de faire connaître aux tiers (institutions et organismes financiers, opérateurs économiques, assujettis, etc.), le contenu des comptes sociaux des entreprises selon lesquels, ces derniers peuvent avoir un aperçu quant à la santé financière des sociétés commerciales. Les sociétés donc concernées sont, les SPA (Société par actions), les Sarl (à responsabilité limitée), les Eurl (Entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée), les SNC (sociétés en nom collectif), les SCS (les

sociétés en commandite simple), les établissements financiers (banques et succursales de banques étrangères inscrites au registre de commerce). Or, les Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), les succursales des sociétés étrangères implantées en Algérie, les groupements de sociétés, les entreprises publiques communales et de wilaya, les sociétés nouvellement inscrites au registre de commerce et ce, pour la première année de leur inscription au registre de commerce, ne sont pas concernés par le dépôt des comptes sociaux. Toutefois, ont indiqué les responsables du CNRC de la wilaya de Naâma, les sociétés créées dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi des jeunes ne sont pas soumises au paiement des droits inhérents aux formalités de dépôt légal des comptes sociaux, durant les trois années qui suivent leur inscription au registre de commerce.

Notons par exemple que la date limite du dépôt des comptes sociaux de l'exercice 2015 doit se faire dans le mois qui suit la tenue de l'AG/ordinaire annuelle d'approbation des comptes sociaux, au plus tard le 31 juillet 2016,

pour les sociétés commerciales et dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice, pour les banques et les établissements financiers. Le dossier doit cependant comporter des documents (Bilan : Actif-Passif, Comptes de résultats «TCR»), qui reflètent au vu des données chiffrées qu'ils contiennent en sus du procès-verbal de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice considéré, la situation financière réelle d'une société commerciale. Reste que le non-dépôt des comptes sociaux au CNRC expose son auteur aux sanctions prévues par la législation en vigueur, ont tenu à expliquer les mêmes responsables, qui ont mis à la disposition du public, des dépliants, des prospectus ainsi que l'exposition des affiches publicitaires, portant des modalités d'immatriculation, de modification et de radiation du registre de commerce, ainsi que les activités commerciales réglementées par la loi, comme il a été mis à la disposition du public un site internet ouvert 7/7 H/24, pour les besoins en informations et les prises de RDV pour une éventuelle ouverture d'un registre de commerce.

B. Henine

MILA

Une 3^e caravane chirurgicale spécial goitre

Sous le haut patronage du wali de la wilaya de Mila, initiateur et promoteur de l'observatoire wilalay de la santé, le pilotage ultra professionnel de l'Union médicale algérienne, bureau de Mila, sous la houlette du docteur Khaled Saïd, qui s'est fait des relations tentaculaires avec les plus importants CHU d'Algérie et les sommités de la médecine algérienne à travers les journées médicochirurgicales, qu'il organise annuellement depuis des décennies maintenant, et l'étroite collaboration de certains professeurs-chefs de service et autres chirurgiens et anesthésistes réanimateurs, venus de différents CHU du pays, on citera particulièrement le professeur Ahmed Azouaou, chef de service de chirurgie viscérale du CHU de Douéra, qui se mettent volontairement à la disposition dudit observatoire et pour la troisième fois en l'espace de quelques mois, afin de venir en aide aux malades de la wilaya qui souffrent de différentes pathologies, particulièrement délicates et lourdes, qui attendent une éventuelle prise en charge chirurgicale.

Ainsi donc, lors de la précédente caravane, pas moins de 112 patients ont subi différentes opérations chirurgicales, au niveau des 4 EPH de la wilaya.

Cette fois-ci, la 3^e caravane, qui aura lieu du 22 au 27 mai courant, s'occupera uniquement des patients présentant des pathologies thyroïdiennes nécessitant un acte opératoire, d'où la programmation de plus d'une centaine de malades qui vont subir des actes chirurgicaux, et ce, au niveau des 3 blocs opératoires de l'hôpital Meddahi de Ferdjoua, une zone déclarée endémique.

Des initiatives louables et ô combien méritoires, devant une telle aridité des cœurs et des esprits qui nous cerne ! A souligner en traits gras.

A. M'haïmoud